



Direction des Affaires Juridiques
et de la Commande Publique
Bureau des Affaires Juridiques

**ETAT DES CONTENTIEUX AYANT FAIT L'OBJET D'UNE ACTION
OU D'UNE DECISION DEPUIS LE BUDGET PRIMITIF 2016**

**Tableau à destination de l'information exclusive des élus, constituant le fond de dossier du rapport DM1 2016
« compte rendu de la délégation en matière d'action en justice », susceptible de comporter des données à caractère personnel.
Seul le rapport anonymisé est publié**

Demandeur et date de la requête	Problématique	Procédure	N° Dossier
1- Contentieux des interventions financières Litiges relatifs au recouvrement de créances nées de contrats.			
Département c/ Communauté d'Agglomération de Montauban 12 février 2010 (première instance)	<i>Contentieux des interventions financières /Protection contre les crues</i> Action engagée par le Département en contestation du titre de recettes de 2,6M€ représentatif de sa participation aux travaux de défense de Montauban contre les inondations.	<i>.Tribunal Administratif :</i> Le jugement du 22 avril 2014 annule le titre émis par la Ville de Montauban. <i>.Cour Administrative d'Appel :</i> Appel de la Communauté d'Agglomération du Grand Montauban le 23 juin 2014. Arrêt de la Cour administrative d'appel rendu le 16 juin 2016 : rejet de la requête de la Communauté d'Agglomération demandant l'annulation du jugement du tribunal annulant le titre de recettes à l'encontre du département. Pourvoi en cassation de la commune le 16 août 2016.	1 (402435)
Commune de Montauban c/ Département 3 août 2015	<i>Contentieux du recouvrement des créances : Centre universitaire (fonctionnement)</i> Action de la Ville en contestation de sa contribution au fonctionnement du centre Universitaire pour l'année 2014 (titre de recettes de 152 449 €).	<i>Tribunal Administratif :</i> . Dépôt, le 20 juin 2016, du mémoire en réponse du Département. En cours d'instruction par le Tribunal.	2 (15-3628)
Ville de Montauban c/ Département 6 août 2015	<i>Contentieux du recouvrement des créances : Centre Universitaire bâtiment arts appliqués.</i> Action en contestation du titre d'un montant de 419 235 € représentatif de la participation communale à la construction du bâtiment « IUP/ARTS APPLIQUES ».	<i>.Tribunal Administratif :</i> Mémoire en réponse du Département déposé le 19 juillet 2016. En cours d'instruction par le Tribunal.	3 (15-3720)

Demandeur et date de la requête	Problématique	Procédure	N° Dossier
2- Contentieux des travaux publics Article R.532-1 du Code de justice administrative : prescription de toute mesure utile d'expertise.			
Département 2013 (1ère instance)	<i>Dysfonctionnement de l'installation de chauffage-climatisation de l'Hôtel du Département.</i> Référé aux fins de prescription d'une expertise complémentaire nécessaire à l'évaluation de l'origine et de la cause des dysfonctionnements. Les conclusions de la première expertise ne sont que très partiellement favorables au Département.	<i>Tribunal Administratif :</i> demande d'expertise complémentaire déposée le 9 septembre 2016. En cours d'instruction par le Tribunal.	4
3- Contentieux des marchés publics			
Société de transport c / Département 19 juin 2016	Référé précontractuel à l'encontre de la décision d'attribution des marchés de transport 2016.	<i>Tribunal administratif :</i> Mémoire en défense du Département le 24 juin 2016. Par ordonnance du 6 juillet 2016, le juge des référés a rejeté la requête de la société de transports.	5 (16-2775)
4- Contentieux du personnel			
Mme X. Adjoint technique	.23 juillet 2013- Action en contestation de la décision administrative plaçant d'office l'agent en congé de maladie (période janvier 2013 à octobre 2013).	<i>Tribunal Administratif :</i> Mémoire en réponse du Département le 18 juin 2014 et réplique du 2 mai 2016. En cours d'instruction.	6 (13-3368)
	.2 novembre 2015- Requête en annulation de la décision administrative plaçant d'office l'agent en congé de maladie (période octobre 2015-octobre 2016).	<i>Tribunal Administratif :</i> Mémoire en réponse du Département le 6 août 2016. En cours d'instruction.	7 (15-5119)

Demandeur et date de la requête	Problématique	Procédure	N° Dossier
Mme X. Adjoint technique	. 6 mai 2016- Référé-suspension à l'encontre de la décision administrative la plaçant d'office en congé de maladie (période mai 2016 -octobre 2016). . 6 mai 2016- Requête en annulation de la décision administrative la plaçant d'office en congé de maladie (période mai 2016-octobre 2016).	<i>Tribunal Administratif</i> : .Mémoire en défense du Département le 19 mai 2016. .Ordonnance du 27 mai 2016 portant suspension de la mesure administrative. <i>Tribunal Administratif</i> : Mémoire en réponse du Département le 13 septembre 2016. En cours d'instruction par le Tribunal.	8 (16-2024) 9 (16-2023)
Département c/ Mme X. Adjoint technique	.Pourvoi en cassation à l'encontre de l'ordonnance du juge des référés du 27 mai 2016 portant suspension des effets de l'arrêt du 9 mars 2016 sur le placement de l'agent en congé de longue durée d'office.	. <i>Conseil d'Etat</i> Pourvoi formé le 16 juin 2016. En cours d'instruction.	10 (400732)
6-Contentieux des prestations et contentieux connexes (Aide Sociale, Aide personnalisée d'Autonomie – APA, revenu de solidarité active -RSA, obligation alimentaire) 6.1- Obligation alimentaire			
Département 29 mars 2016	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées.	Requête auprès du Juge aux affaires familiales de Montauban. Jugement rendu le 1er juillet 2016.	11
Département 25 avril 2016	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées.	Requête auprès du Juge aux affaires familiales de Montauban. En cours d'instruction.	12

Demandeur et date de la requête	Problématique	Procédure	N° Dossier
Département 19 mai 2016	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées.	Requête auprès du Juge aux affaires familiales de Montauban. En cours d'instruction.	13
Département 12 juillet 2016	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées.	Requête auprès du Juge aux affaires familiales de Montauban. En cours d'instruction.	14
6.2- Aide sociale			
Département 15 mars 2016	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération des frais d'hébergement	Requête auprès du Tribunal de Grande Instance de Montauban.	15 (2227)
Département 16 mars 2016	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération des frais d'hébergement	Requête auprès du Tribunal de Grande Instance de Montauban.	16 (35734)
6.3-Revenu de solidarité active			
Attributaire 16 décembre 2015	Action en contestation amende pour fraude	<i>Tribunal Administratif :</i> Mémoire en défense du Département le 22 août 2016	17 15-5918
Attributaire 29 décembre 2015	Action en contestation amende pour fraude	<i>Tribunal Administratif :</i> Mémoire en défense du Département le 22 août 2016	18 15-6058
Attributaire 6 janvier 2016	Action en contestation d'un refus de remise de dette	<i>Tribunal Administratif :</i> Mémoire en défense du Département le 23 septembre 2016	19 (16-103)

Demandeur et date de la requête	Problématique	Procédure	N° Dossier
7- Contentieux des agréments			
Mme Y ... 10 Décembre 2015	Action en contestation de la mesure administrative de retrait d'agrément en qualité d'assistante maternelle.	<i>Tribunal administratif :</i> Mémoire en réponse du Département déposé le 21 avril 2016.	20 (15-5501)
8-Contentieux répressif			
Département	Constitution de partie civile suite aux menaces et injures subies par deux agents du centre médico-social de Moissac (incidents 2015). Demande en réparation de l'atteinte à l'image du service public et du préjudice subi.	<i>Tribunal correctionnel :</i> Jugement du tribunal correctionnel rendu le 15 avril 2016. Le Département et les agents obtiennent réparation du préjudice subi.	21
Département	Constitution de partie civile suite aux menaces et injures subies par deux agents du centre médico-social de Moissac (incidents 2013) .	<i>Tribunal correctionnel :</i> Renvoi de l'affaire par le tribunal de police devant le tribunal correctionnel. Audience du 21 juin 2016 : le Département et les agents obtiennent réparation du préjudice subi.	22

